

Le secrétaire parlementaire a cité le cas du Canada qui a eu recours au Fonds en 1962. L'Angleterre a certes constaté, à son grand regret, qu'elle aurait pu, à trois reprises peut-être depuis 1959, obtenir des prêts lui permettant de se prémunir contre une attaque de la livre; je suis sûr que c'est le cas de bien d'autres pays.

Je n'ai pas examiné le rapport annuel du Fonds monétaire international assez longtemps pour savoir quels pays ont obtenu cette aide, mais je suis certain que le FMI et la IRD ont justifié pleinement leur existence et ils sont les instruments au moyen desquels les gnomes, disons, des marchés financiers internationaux peuvent échouer dans leurs pressions réitérées sur les monnaies des différents pays. Je ne sais pas si ceci va continuer sous sa forme actuelle, vu les activités et les recommandations du gouvernement français, qui soutient que l'unité de valeur internationale ne doit pas être le dollar américain, mais que nous évoluons vers une certaine forme de l'étalon-or. Et bien, à mon avis, cette question doit être étudiée avec beaucoup d'attention, car je suis plutôt inquiet de ce qui peut arriver à cet égard.

Il y a un argument sur lequel je pourrais avoir quelque sympathie envers un certain nombre de pays. Il a été soulevé de temps en temps à la Chambre par un certain nombre d'orateurs. Vu que les États-Unis contribuent le plus d'argent à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international en raison de leur position économique prédominante dans le monde et que les sièges sociaux sont aux États-Unis, il est à craindre que les opérations du Fonds monétaire international ne deviennent un prolongement de la politique étrangère des États-Unis. Je ne dis pas que c'est mauvais à tous les égards, mais on doit être au courant de ce danger. Il y a eu certainement des accusations portées de temps en temps dans les pages financières des journaux par les représentants de certains pays selon lesquelles les États-Unis manœuvrent grâce à leur position prédominante dans le Fonds monétaire international, afin de seconder leur propre politique étrangère. Ceci a pu être le cas à l'époque du barrage d'Assouan, mais c'est difficile de le dire. En tout cas, au nom de l'opposition, je reconnais que les amendements devraient nous être soumis et que la résolution, après étude par les représentants des autres partis, devrait être adoptée.

[L'hon. M. Lambert.]

M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur le président, on ne peut s'empêcher de noter qu'une mesure touchant la vie de tous les citoyens du monde occidental soulève habituellement très peu d'intérêt soit dans la Chambre, soit dans la presse, soit dans le public. C'est peut-être que le sujet a l'air ennuyeux. La résolution dont nous sommes saisis est très simple. Il s'agit d'accroître la contribution du Canada au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.

Il y a un motif à tout ce la, monsieur le président, qui à ma connaissance n'a pas été rendu public mais qui, selon moi, doit être débattu avec une certaine discrétion. Tous ceux qui observent ces événements savent qu'il y a une inquiétude croissante, depuis quelques années, sur la question de la réserve monétaire internationale, inquiétude qui a été causée en grande partie par la situation actuelle des États-Unis.

• (9.10 p.m.)

Il y a trois ans, j'ai soulevé cette question à une conférence internationale à Belgrade. J'ai signalé à ce moment-là que le reste de l'univers, avait, peu de temps auparavant, effectivement reçu un avis des États-Unis d'Amérique que ce pays n'allait plus être en mesure de financer, autant qu'il l'avait fait jusque-là, les réserves de change d'une grande partie du monde, en raison de situations qui avaient donné lieu par inadvertance, ou du moins sans propos délibéré, à des déficits aux États-Unis. A ce moment-là, l'annonce de la loi sur la taxe d'égalisation des intérêts constituait l'avis que j'ai évoqué.

Depuis, les journaux n'ont cessé de rapporter que des pourparlers avaient lieu, surtout entre les dix grands pays, dont le Canada, sur la nécessité de reconsidérer l'ensemble de notre problème des échanges internationaux. Ce n'est un secret pour personne, je pense, que le Canada a joué un rôle important dans ces entretiens récents et s'appête aussi, s'il ne l'a déjà fait, à présenter aux autres membres des dix grands, certaines propositions pour le développement de ce que j'appellerais la nouvelle unité d'échange international, un pas prudent, mettons, conformément à nos dispositions naturelles en ce qui concerne les affaires mondiales du domaine financier, car nous n'avons pas encore coupé le cordon ombilical qui nous lie à l'étalon-or, mais, jusqu'à un certain point, nous en atténuons l'importance.

Je me souviens qu'au moment de l'élaboration des accords de Bretton Woods, feu John Maynard Keynes avait proposé une nouvelle